



RENDU EXECUTOIRE LE

- 6 MARS 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Direction Générale Adjointe des Solidarités  
Direction de l'Enfance et de la Famille  
Etablissements et Schéma de l'Enfance

**ARRETE N° 2023-A-DGAS-DEF-ESE-0008**

**en date du 21 FEV. 2023**

**Portant revalorisation du prix de journée de la  
résidence Cécile et Marie-Anne pour les  
départements extérieurs  
à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

**VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;**

**VU la transposition par accords collectifs des mesures « Laforcade » qui  
étendent le Ségur 1 conformément à l'article 43 de la loi de financement de la sécurité sociale  
2022 en faveur, entre autres, des établissements médico-sociaux financés par les  
Départements ;**

**VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DEF-ESE-0005 du 18 février 2022 portant fixation  
de la dotation pour la Résidence Cécile et Marie-Anne pour l'exercice 2022 ;**

**CONSIDERANT, d'une part, la remontée d'information effectuée des  
gestionnaires d'établissements et services accueillant des enfants relevant d'Aide Sociale à  
l'Enfance de la Vienne, permettant d'établir un nombre prévisionnel 2022 d'équivalents  
temps-plein concernés par lesdites revalorisations effectives au 1<sup>er</sup> avril 2022 ainsi que son  
impact budgétaire ;**

**CONSIDERANT que le Département de la Vienne a versé le montant équivalent  
aux 8 places occupées par ses ressortissants sur la capacité totale de 11 places ;**

**CONSIDERANT que l'établissement doit pouvoir facturer aux autres  
Département la part de ces revalorisations incombant à leurs ressortissants ;**

**SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :** Au titre des mesures salariales pour les professionnels sus-mentionnés, le prix de journée opposable aux ressortissants des départements extérieurs à la Vienne s'élève à **2016,07 € à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2022.**

**ARTICLE 2 :** Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département [lavienne86.fr](http://lavienne86.fr) pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département [lavienne86.fr](http://lavienne86.fr) pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le Directeur de la Maison d'Enfants de SALVERT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié sur le site internet du Département [lavienne86.fr](http://lavienne86.fr).

Fait à POITIERS, le 21 FEV. 2023

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Pichon', is written over a horizontal line.

Le Président du Conseil Départemental,  
Alain PICHON.